



Déclaration du SNUipp - FSU 31 au CTsD du 1^{er} juin 2021

Monsieur le Directeur Académique, Messieurs les Dasen adjoints, Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur l'Inspecteur Adjoint,

Nul besoin d'attendre et de compter sur d'hypothétiques résultats à Roland Garros, au championnat d'Europe de football ou aux jeux olympiques.

Non, d'ores et déjà, la France est médaille d'or, avec une superbe première place dans le classement des nouveaux milliardaires des profits vaccinaux.

Oui, le champion est un français, c'est le PDG de Moderna, Stéphane Bancel.

En tout, ce sont 9 nouveaux milliardaires qui ont exploité la crise sanitaire en bénéficiant des faramineux profits des groupes pharmaceutiques qui ont un monopole sur la production de vaccins contre la COVID. Cela, alors même que les vaccins ont été en grande partie financés avec l'argent public.

Ces 9 heureux élus ont amassé la rondelette somme de 19,3 milliards d'euros, somme qui permettrait par exemple de vacciner l'ensemble des pays à faibles revenus ([oxfam](#)).

Chercher l'erreur. Il est où le monde d'après ???!

De la même manière, si nous pouvons nous féliciter des aides apportées à de nombreux secteurs mis en grande difficulté par la COVID (excepté l'Education Nationale encore une fois oubliée), on peut déplorer que ces importants financements reposent sur l'argent public, les impôts tels qu'ils existent, notre contribution à toutes et tous, mais en prenant bien soin d'épargner les plus riches, qui sont encore et toujours les grands gagnants de cette crise.

Depuis un an de crise, les pauvres s'appauvrissent, tandis que, scandaleusement, s'enrichissent les riches... Le Monde d'après disions nous...

Pendant ce temps, le ministre Jean-Michel Blanquer joue au bon élève, en rendant plus de 600 millions d'euros du budget de l'Education Nationale. C'est l'équivalent de 12600 postes d'enseignant.es (Café Péda, [là](#) et [là](#)).

Ou bien de quoi réaliser une revalorisation un peu plus consistante que celle, ridicule, dont a accouché le Grenelle de l'Education.

Ou bien encore de quoi assurer une véritable reconnaissance salariale et statutaire aux AESH avec qui nous serons en GREVE le 3 juin.

Quel pied de nez aux enseignant.e.s et personnels de l'Education Nationale !

Plus grave encore, quel pied de nez à l'Ecole, quel pied de nez aux élèves en souffrance depuis plus d'une année.

Des inégalités qui se creusent ? Pas grave, l'important ce sont les radines économies effectuées sur le dos des élèves.

Suppression de 1800 postes dans le secondaire, réduction de 900 places au Concours des Professeurs des Ecoles ? Pas grave on se débrouillera bien, au prix d'insupportables dégradations des conditions de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves !

Le ministre se moque vraiment de nous en ne répondant pas à notre exigence d'un indispensable plan d'urgence pour l'Ecole.

Dans les écoles de la Haute-Garonne, c'est tous les jours que nous devons vivre et travailler avec ce manque de moyens, manque de remplaçant.e.s, manque de RASED, manque d'AESH etc...

Des moyens il y en a, et nous sommes en grève ce 1^{er} juin pour les revendiquer et obtenir une rallonge budgétaire pour la rentrée prochaine.

Voyons maintenant, comment se gère cette volontaire pénurie avec les opérations de carte scolaire....

Effet d'aubaine. La baisse du nombre d'élèves (-500 en 2 ans) vous permet d'opérer des améliorations significatives : prise en compte des élèves d'ULIS comme le demande la loi ainsi qu'en maternelle où la plupart des écoles sont à 29 de moyenne ou en dessous. C'est mieux.

En même temps on partait de très loin, et on n'arrive pas si loin que ça, puisqu'il reste de gros points noirs pour cette carte scolaire.

En premier lieu, le remplacement.

Pas de postes supplémentaires, alors que cela fait des années que le département est en très très grande difficulté.

Cette année, la crise sanitaire a certes décuplé ces difficultés, mais quand même...
Avec la récupération des Remplaçant.e.s Formation Continue et des Remplaçant.e.s pour la pondération, avec le recrutement de contractuels, le potentiel de remplacement a été augmenté de plus de 100 postes. Et pourtant, nous avons connu des périodes avec des dizaines voire plus d'une centaine de classes non remplacées, une année blanche de formation continue y compris statutaire (direction, REP+) et une discontinuité pédagogique inacceptable pour les élèves.
Nous aurions certainement plus « tenu le choc », si la situation de départ avait été moins catastrophique... Mais nous partons de tellement loin...

Ensuite, nous avons encore des situations où les seuils, dont nous continuons de contester la suppression, doivent permettre d'ouvrir une classe, de ne pas en fermer ou d'annuler des fermetures...

De plus, nous pensons à tous ces postes hors la classe qui permettraient de répondre aux difficultés scolaires des élèves et de lutter contre les inégalités existantes, qui se sont creusées avec plus d'une année de crise sanitaire :

- les indispensables postes de RASED (7 suppressions et 0 création)
- les plus de maîtres que de classes disparus définitivement
- les enseignant.es référent.es en nombre encore insuffisant
- les enseignant.es des Pôles et centres ressources etc...

Alors que le besoin d'accompagnement des enfants allophones et de leur famille dans notre département est croissant, vous n'actez qu'une seule ouverture en UPE2A en phase 1. Avoir l'ambition de faire réussir tous les élèves, c'est aussi donner les moyens aux plus fragiles.

Enfin, les priorités gouvernementales non financées, GS/CP/CE1 à 24, dédoublement des GS en REP et REP+, sont loin d'être tenues, à moins d'un an de la fin du mandat...

Elles entraînent aussi des dégradations pour les élèves qui ont le plus besoin de l'école avec des effectifs qui augmentent dans les classes non dédoublées d'Education Prioritaire avec un nouveau seuil à 24 et la fin prévisible de la scolarisation des Touts Petits, dont on sait pourtant qu'elle est primordiale pour les enfants des « classes populaires ».

D'ailleurs, nous en profitons pour vous interpeler sur la grande opacité des dédoublements des GS, dont on craint de comprendre qu'ils pourraient dépendre du mérite des écoles à présenter (vendre ?) un projet comme il faut !

Puisque nous en sommes aux interpellations, nous poursuivons, avec la remise en cause de la souveraineté des conseils de maîtres.ses et de la liberté pédagogique.

En effet, si nous saluons l'abandon de la requalification des postes dédoublés vers un profilage et vers, surtout, une ingérence dans l'organisation des écoles, nous avons du mal à comprendre que soient remis en cause des fonctionnements pédagogiques mûrement réfléchis et argumentés comme à l'Ecole Bastide. D'autant plus, que lorsque certaines organisations vous arrangent (regroupements divers, GS/CP, Classes de cycles différents, etc.), vous ne vous gênez pas pour imposer des fonctionnements sans aucune considération pédagogique, mais seulement pour fermer ou éviter d'ouvrir une classe !

Enfin, toujours dans le registre des interpellations, nous continuons de regretter votre choix de ne pas présenter la circulaire mouvement en CT. Cela nous aurait permis des contestations argumentées sur la multiplication des postes profilés hors barème. Nous pouvons donner l'exemple du recrutement des postes de CPC dont les scandaleuses et opaques pratiques sont dénoncées par les collègues.

Pour conclure, plutôt que de rendre ces millions qui ne lui appartiennent pas, nous attendons toujours du ministre un véritable investissement volontaire dans l'école parce qu'un plan d'urgence est indispensable, parce que la situation actuelle est inacceptable, parce que l'année scolaire à venir ne doit pas être à l'image de celle que nous vivons, parce que nous avons besoin de moyens pour fonctionner dès la rentrée, parce qu'aucun élève ne doit être laissé sur le bord du chemin, parce que les personnels doivent être reconnus pour leurs missions.

Une autre Ecole est possible, nous continuerons à nous mobiliser pour la gagner !

Hors déclaration, nous tenons à remercier les services de la DOS pour la qualité des documents de travail fournis.